

trente de ces adresses, lorsqu'il dit qu'il était honteux d'avoir à troubler sa majesté par tant de pétitions tirées de cette bourse (voulant dire le grand sac du chancelier ainsi nommé : ) " Milord chancelier, " repartit sa majesté, en souriant, " je prendrai tout de votre bourse, excepté les sceaux. " — *Ibid.*

*Opinions politiques du Duc de Wellington* — Dans la chambre des lords, le 28 Mars, dans un débat sur la réforme, le duc de Wellington dit qu'il n'avait pas le moins du monde changé d'opinion, au sujet de la réforme, depuis le commencement de la session. Il maintenait que la présente chambre des communes était un corps législatif aussi complet et aussi parfait qu'on pouvait l'exiger. Elle avait rendu plus de services qu'aucune autre assemblée du même genre, en aucun temps antérieur et pour un égal espace de temps, et sa conduite bienfaisante n'était interrompue que par cette discussion. Il attribuait le vœu populaire pour la réforme aux exemples donnés par la France et la Belgique, et soutenait que l'excitation aurait pu être apaisée et se serait dissipée. Sa démission n'était liée en aucune manière à la question de la réforme. Il avait été dans la minorité le lundi, sur la liste civile, et le lendemain, il avait donné sa démission, parce qu'il ne voulait pas exposer sa majesté et le pays à l'inconvénient d'être vaincu sur la question de la réforme, comme il serait probablement arrivé, puisqu'il ne possédait plus la confiance de la chambre. Il prétendait qu'il était absolument nécessaire d'avoir un corps représentatif qui soutint le gouvernement, et s'il s'agissait de questions affectant le commerce, les manufactures, l'église établie, les dîmes, les lois des céréales, il était impossible à un ministère d'aller en parlement, à moins qu'il ne fût sûr d'une majorité sur ces questions. Il pensait qu'une chambre des communes composée comme on le proposait serait continuellement opposée au gouvernement, et que le pays serait mis dans le plus grand danger, si l'on passait le *bill* sous sa présente forme. Le seul point essentiel sur lequel il n'était pas d'accord avec la présente administration était la question de la réforme, car il était comme elle persuadé de la nécessité de la paix et de la diminution des dépenses publiques.

Le *Times* fait sur ces opinions les remarques suivantes : " Le discours du duc de Wellington a fait voir la faiblesse des raisons du parti opposé à la réforme. Sa grâce paraît se faire gloire d'être conséquente. Hélas ! sur la question de la réforme au moins, elle est non seulement *ininstruite*, mais encore *ininstruisible*. Il est pourtant juste de tirer une ligne de démarcation entre les déclarations bardies et franches du duc de Wellington, qui tire l'épée du fourreau et se met sans un seul allié ou un seul adhérent dans l'empire, en persistant dans son